

Éducation en transition : le monde arabe que nous voulons¹



Samir A. Jarrar
Educational Development Group (Groupe de développement
de l'éducation), Liban

Résumé – *Cet article brosse un tableau des défis et des possibilités qui se posent et s'offrent aux systèmes arabes de l'éducation à la suite du Printemps arabe. Il appelle les pays de la région à coopérer entre eux pour faire face aux demandes urgentes toujours croissantes auxquelles il nous faudra répondre après 2015.*

La révolte arabe au printemps 2011, avec les occupations, les conflits, les guerres civiles et l'instabilité dans la région, nous oblige à repenser les politiques de développement dans un cadre nouveau, prévoyant un nouveau contrat social.

Le développement doit être envisagé dans le contexte de la justice sociale, de l'équité, de l'égalité et de la durabilité. Les gouvernements dans la région devraient agir dans la transparence et rendre des comptes. Il faudrait adopter une nouvelle approche des droits au développement et à l'éducation pour remplacer les prestations de services traditionnelles définies en fonction du marché.

On commet facilement l'erreur de penser en stéréotypes. Nous parlons du Printemps arabe, ou du Moyen-Orient, comme s'il s'agissait d'une seule et même révolte, d'un seul et même pays. Les pays arabes se différencient par leurs tailles, leurs populations, leurs ressources naturelles, leurs niveaux de développement, etc.

Néanmoins, nombre de problèmes se retrouvent dans toute la région. L'éducation est un des principaux secteurs nécessitant des efforts conjoints pour mieux exploiter les ressources disponibles. Cet article se penche sur les défis et possibilités nécessitant une coopération entre les pays pour répondre aux demandes urgentes toujours croissantes auxquelles il nous faudra nous consacrer après 2015. Les gouvernements de la région devraient forger un nouveau contrat social de responsabilité mutuelle pour faire face à l'insatisfaction toujours croissante du peuple arabe. Nous devons rompre avec les schémas actuels de développement déséquilibré et commencer à nous attaquer aux problèmes auxquels notre région est confrontée (AHDR 2010).

La révolte arabe au printemps 2011, avec les occupations, les conflits, les guerres civiles et l'instabilité dans la région, nous oblige à repenser les politiques de développement. Ce qu'il nous faut, c'est un cadre nouveau, prévoyant un nouveau contrat social. Le développement doit être envisagé dans le contexte de la justice sociale, de l'équité, de l'égalité et de la durabilité. Les gouvernements dans la région devraient agir dans la transparence et

rendre des comptes. Il faudrait adopter une nouvelle approche des droits (droits de l'homme, droits des enfants, etc.) au développement et à l'éducation pour remplacer les prestations de services traditionnelles définies en fonction du marché.

Le monde nous regarde

Portée par un élan populaire, la grande transformation dans le monde arabe a attiré l'attention du reste du monde. Si nous nous penchons sur cette région, nous constatons qu'en l'Égypte, les masses ont renversé un régime séculaire mis en place en 1952. Ce régime avait autrefois promis l'équité et l'égalité, et avait fini avec un dirigeant qui était resté à sa tête pendant plus de trois décennies. Le régime destitué avait tenté de consolider une nouvelle forme de gouvernement permettant aux leaders politiques « élus » de transmettre la présidence à leurs enfants.

En Égypte, la lutte des masses a culminé dans la chute d'un parti religieux élu au pouvoir et renversé un an après – ce qui prouve que la démocratie n'est pas une simple affaire de vote.

On a pu observer des scénarios similaires en Tunisie, en Lybie et au Yémen. La Syrie connaît actuellement un conflit civil opposant le peuple à un régime qui tente de le gouverner par la force et lui refuse le droit de participation. Au Soudan, divisé en deux États, l'instabilité et les conflits continuent de dominer la situation. La Somalie a été ravagée par une guerre civile qui s'est poursuivie pendant plus de vingt ans. L'Iraq continue de souffrir des séquelles de l'éviction par la force de son dictateur par les armées occidentales. Je ne suis pas sûr que la situation en Iraq se soit améliorée à la suite de cela.

La Palestine est opprimée par une occupation qui a privé son peuple de la plupart de ses droits fondamentaux, y compris de ses droits à l'éducation et à la liberté. Le Liban ne s'est pas encore remis de sa guerre civile qui a duré plus de deux décennies. La Jordanie, à l'instar du Liban, fait partie des pays disposant de ressources limitées et sur lesquels pèse le fardeau de centaines de milliers de réfugiés syriens chassés par la guerre civile qui sévit en Syrie – un conflit qui a fait de millions de déplacés.

La région du Golfe traverse une période de désillusion des peuples pour de nombreuses raisons. Au Koweït, le Parlement a été dissout, et de nouvelles élections se déroulent presque chaque année depuis dix ans. Au Bahreïn, les minorités luttent pour jouir de leurs pleins droits. Le reste du Golfe se trouve confronté à tout un ensemble de questions importantes, entre autres la querelle au sujet des droits des femmes et du rôle des étrangers.

La présence d'émigrés dans le Golfe – dont il arrive dans certains pays qu'ils soient deux fois plus nombreux que la population autochtone – est source d'agitations sociales. Les questions sociales sont traitées avec des solutions de fortune étant donné qu'il n'existe aucune straté-

gie à long terme se fondant sur les ressources disponibles dans la région.

Le paysage a changé

Avec une scène politique aussi dangereuse que nous l'avons décrite; les efforts nationaux entrepris pour réaliser un développement équitable ont été contrariés. Que se passe-t-il dans le secteur des ressources humaines dans le monde arabe ?

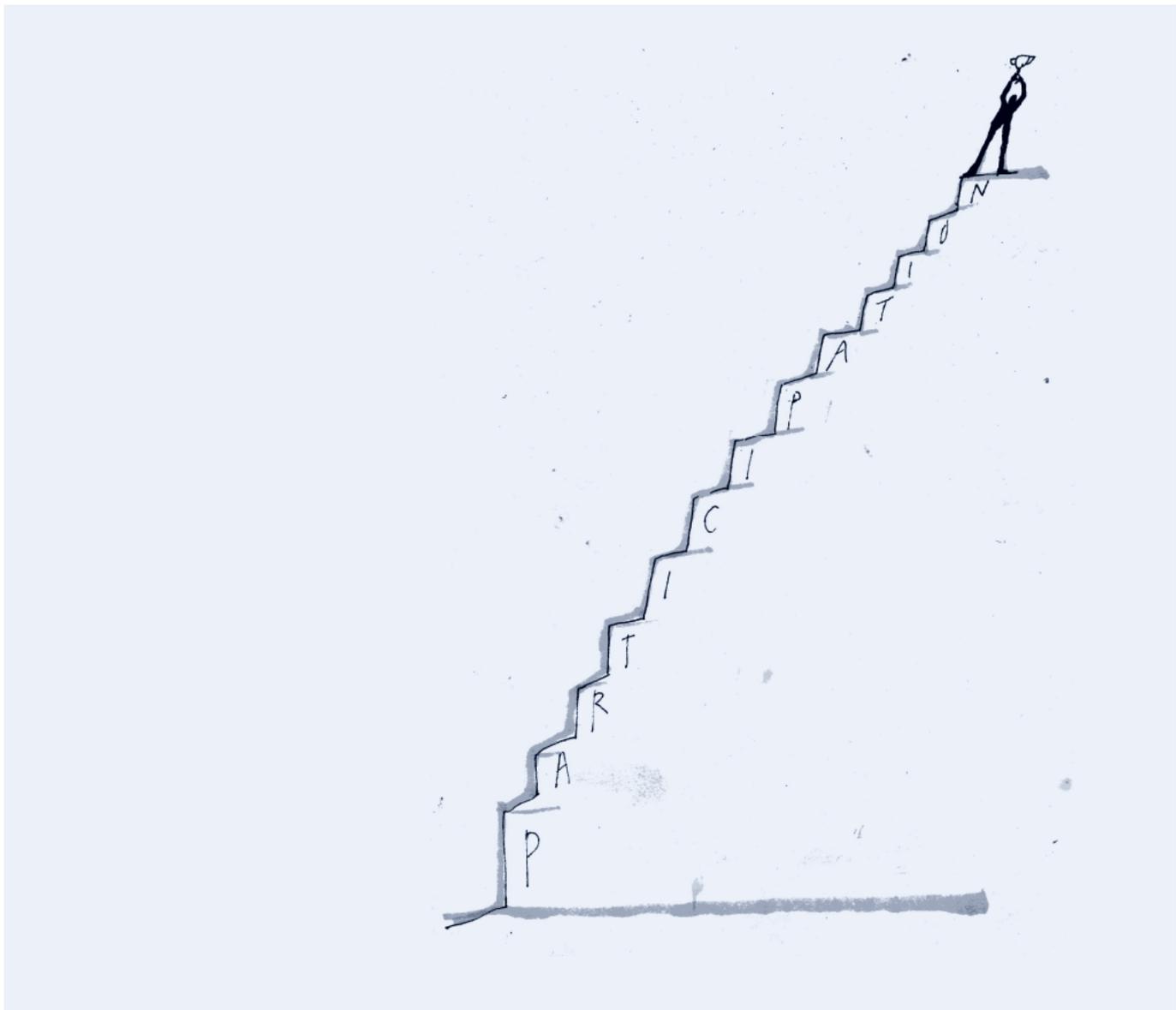
La fin du vingtième siècle a vu les métamorphoses du monde arabe, déclenchées par une série d'événements dans lesquels les éléments suivants ont joué un rôle :

- la forte croissance démographique d'environ 2,7 %, conduisant à un pourcentage de dépendance élevé là où plus de 50 % de la population a moins de vingt ans ;
- les progrès accomplis dans l'éducation et la santé, avec des bénéfices toutefois inégaux ;
- les disparités régnant entre les pays, et entre des régions à l'intérieur d'un même pays ;
- les conflits à l'intérieur de pays et entre des pays de la région, menaçant la cohésion sociale et entraînant un ralentissement des progrès et du développement ;
- le Sommet économique et social arabe (Amman, janvier 2013) à l'occasion duquel un vaste ensemble de thèmes furent passés en revue, et dont les principaux étaient la question du genre, l'emploi, la pauvreté et l'éducation ; les inégalités en matière de services les plus visibles au sein des groupes marginalisés et dans les zones rurales.

Selon les statistiques de l'ONU, la population du monde arabe atteindra la barre des 395 millions de personnes en 2015 – la région comptait 317 millions d'habitants en 2007. Sachant que 60 % de la population a moins de vingt-cinq ans, on peut imaginer leur impact sur le développement en général, en particulier du fait que la région se caractérise par ses disparités et sa diversité extrêmes. Les défis qui se posent sont, entre autres, les taux de chômage élevés, le faible niveau de création d'emplois et une urbanisation galopante pouvant atteindre 40 %. Les pénuries d'eau et de nourriture sont dues en partie à la dégradation de l'environnement et à la pollution.

Ne faites pas confiance aux chiffres

Quatre décennies d'efforts pour améliorer les capacités des gouvernements arabes en vue d'atteindre les objectifs de l'Éducation pour tous se traduisent par d'impressionnantes statistiques : 88 % des enfants en âge d'être scolarisés au primaire sont inscrits dans des écoles ; la scolarisation universelle se répand dans le monde arabe où l'on recense un taux d'inscription ajusté de 95 % ou plus. Ces chiffres sont fournis par les gouvernements et publiés par des organisations de l'ONU. Ils sont au mieux



douteux. La collecte d'informations et de statistiques a posé un problème dans la région à cause, entre autres, de la volonté politique des gouvernements et des distributions sociale et démographique en fonction de l'appartenance ethnique, des coteries et des croyances religieuses. Aucun recensement n'a été effectué au Liban depuis 1932. Toutefois, même les statistiques des recensements publiées ne sont pas toujours fiables pour certains pays.

Les systèmes de l'éducation dans le monde arabe ont certes connu de nettes progressions en ce qui concerne les inscriptions et la parité des sexes au niveau du primaire. Au secondaire, on enregistre 69 % d'inscriptions parmi les jeunes, avec des variations à tous les niveaux. En ce qui concerne la question du genre, on remarque une réussite notable : les filles obtiennent de meilleurs ré-

sultats que les garçons dans la plupart des pays arabes. On a constaté une inversion de la situation en fonction du sexe au sujet des écarts dans les mathématiques. Dans beaucoup de pays, les filles sont plus nombreuses que les garçons dans les établissements d'enseignement supérieur.

Ce qui est triste, c'est que plus de cinq millions d'enfants ne sont pas scolarisés au primaire – 61 % d'entre eux sont des filles. Malgré la baisse de 50 % des taux d'illettrisme ces dix dernières années, on recense encore cinquante millions d'illettrés dans le monde arabe.

L'amélioration de l'accès s'est traduite par une baisse de la focalisation sur la quantité au profit de la qualité de l'éducation. On considère que les résultats de l'apprentissage sont vraiment inacceptables. Le monde arabe a éga-

lement connu peu de progrès dans le domaine des soins et de l'éducation de la petite enfance. On estime que 19 % des enfants d'âge préscolaire sont scolarisés, dont 75 % dans des écoles maternelles privées – par comparaison, la moyenne mondiale s'élève à 33 %. Reste à savoir comment ceci influera sur la socialisation et l'évolution du caractère de nos enfants. La recherche insiste sur l'importance de ces années formatrices précoces.

Il manque quelque chose

L'autre grand problème tient du fait que la plupart des pays arabes n'ont pas encore inclus l'éducation préscolaire dans leur parcours éducatif ou n'ont pas préparé de programmes adaptés pour ce cycle. Former les enseignants pour le cycle de l'éducation de la petite enfance est nouveau dans la plupart des écoles de formation des enseignants dont les méthodes sont archaïques. Le pool d'enseignants, quand il existe, est limité et les enseignants sont mal formés. La question la plus grave reste toutefois celle de la disponibilité d'équipements convenables et de ressources financières à une époque où la plupart des ministères de l'Éducation subissent des réductions budgétaires, en particulier du fait que 85 % de ces budgets correspondent aux salaires.

La bonne nouvelle cependant est que les éducateurs et les ministères de l'Éducation de la région commencent à réaliser l'importance de l'éducation préscolaire et les effets positifs de la scolarité maternelle sur les enfants. Ceux qui ont achevé ce cycle sont mieux préparés à entrer au primaire et ont moins de risques d'abandonner l'école. La scolarisation à la maternelle ferme l'une des voies principales qui mènent à l'illettrisme.

Les gouvernements arabes ont entrepris de gros efforts et fait des investissements substantiels pour réaliser des réformes de l'éducation. Les dépenses totales pour l'éducation dans la région dépassent 4,7 % du produit intérieur brut (Groupe des Nations unies pour le développement 2013).

Ce n'est toujours pas facile si vous êtes une fille

Quoi qu'il en soit, de considérables inégalités persistent entre les pays de la région et à l'intérieur de ceux-ci. Les moyennes agrégées des indices de l'éducation masquent des inégalités quant aux possibilités disponibles ainsi qu'aux niveaux d'instruction et aux résultats. Les « désavantages qui se renforcent les uns les autres » comme, par exemple, les écarts entre les zones urbaines et rurales, de même que ceux entre les revenus, l'appartenance à une minorité, les conflits ou l'occupation de certains pays continuent d'être les vecteurs de ces inégalités. Pour ce qui est des questions liées au genre, il vaut la peine de noter qu'en 2010, les filles représentaient 47 % du total des inscrits au primaire, et la parité pourrait être atteinte en 2015. Cependant, dans la région, la crise et les renversements de situation dans l'urgence risquent d'an-

nuler cette tendance positive. En réalité, les efforts entrepris par les pays pour améliorer la qualité et la portée des systèmes de l'éducation ont été freinés par l'instabilité, les luttes intestines, les guerres civiles, l'occupation, les conflits prolongés et les perturbations économiques mondiales ainsi que la crise financière. Tous ces facteurs sont les raisons essentielles de l'annulation des acquis actuellement observée. Le cas de la Syrie illustre clairement les effets néfastes d'un conflit dans ce domaine : en 2009, 93 % des élèves du primaire allaient à l'école. En 2013, à cause de la guerre civile, jusqu'à 20 % des écoles sont totalement détruites, les inscriptions et la présence des enfants ont notablement diminué, en particulier parmi les millions de Syriens déplacés sur leur territoire ou hors du pays.

L'Iraq avait presque réalisé l'éducation primaire universelle à la fin des années quatre-vingt-dix. Après la guerre, les sanctions des Occidentaux et la recrudescence de la violence firent chuter les taux de présence qui passèrent à 71 %, ce qui correspondait au moins à un million d'enfants déscolarisés. Dans le cas de la Palestine où sévissent l'occupation et l'apartheid infligés par les occupants, le pourcentage des inscriptions a diminué, passant de 92 % en 1999 à 87 % en 2010 (UNESCO 2012).

Une occasion en or

Les réformes de l'éducation dans le monde arabe n'ont pas toujours été accompagnées d'équité, d'efficacité et d'efficience. Elles n'ont pas soutenu le rythme des changements socio-économiques et politiques, en particulier maintenant avec les possibilités et contraintes résultant des mutations politiques que nous observons dans toute la région. Beaucoup de pays arabes manquent de capacités solides en matière de planification de l'éducation et d'élaboration de cadres politiques pertinents pour guider des plans et progrès répondant aux nouveaux besoins éducatifs des apprenants à des niveaux divers de l'éducation. Autre obstacle majeur dans la région : la plupart des pays sont mal outillés pour réunir des données et les analyser, et ils ne disposent pas de systèmes de gestion de l'information adéquats pour intégrer l'analyse de la situation et le développement politique. Ils ne se sont pas pleinement approprié leur potentiel pour opérer des transformations.

Je pense qu'une occasion en or se présente au monde arabe de faire le point sur la transformation populaire qui se déroule à ce moment de notre histoire, de retravailler notre calendrier commun du progrès et du développement – de manière analogue au modèle de l'Union européenne – et de mettre en commun nos ressources, notre main-d'œuvre et notre volonté. Partageant la même langue, le même passé, les mêmes traditions et la même fois monothéiste, les Arabes ont à présent l'occasion de s'attaquer ensemble à leurs problèmes, avec une chance beaucoup plus grande de réussir. Ce ne serait pas la première fois.

Il faut commencer par les données

En examinant les données dans le monde arabe, on se retrouve face à d'importants problèmes : la région a entrepris de nombreuses tentatives de réforme et de création de systèmes de gestion de l'information dans les ministères de l'Éducation. Reste toutefois – à quelques exceptions près – le problème de la collecte et de l'analyse des données.

La validité des données est le plus grand problème qui se pose, de même que leur mise à disposition en temps voulu pour influencer sur les décisions politiques. Même si nous parlons de cinquante millions d'Arabes illettrés, les chiffres agrégés cachent une grande quantité d'informations précieuses, nécessaires aux décideurs pour produire des politiques solides, reposant sur de vraies informations. Par exemple, je ne suis pas sûr que nous disposions même des chiffres de l'illettrisme répartis en fonction de l'âge et du sexe.

Nos indices en matière d'éducation formelle sont encore de loin meilleurs que ceux de l'éducation non formelle et de l'éducation des adultes. En fait, ce secteur de l'éducation a toujours été un problème, et n'a jamais été très productif. Des centaines de millions de dollars ont été dépensés pour des programmes divers allant de campagnes d'alphabétisation à toutes sortes de programmes de développement du pouvoir d'agir pour les femmes, pour les jeunes en rupture scolaire, pour l'apprentissage de compétences professionnelles et que sais-je – le tout sans effets probants.

Le principal problème réside dans le fait que l'éducation non formelle n'est pas intégrée dans la vision de l'éducation de la plupart des pays. Dans la majorité d'entre eux dans la région, les systèmes de l'éducation sont très traditionnels et fermés. Il est très difficile de passer de l'enseignement professionnel et technique à l'enseignement supérieur. La réintégration des jeunes en rupture scolaire dans le système d'enseignement principal se heurte à de grands obstacles. Il est déjà difficile de changer de département au sein d'une université, mais il est encore bien plus ardu de changer d'établissement dans le même pays sans perdre beaucoup de temps et fournir d'immenses efforts.

Mettre la justice sur le même plan que la croissance économique

On peut identifier plusieurs problèmes émergents de l'évolution actuelle. Les révoltes dans de nombreux pays de la région soulignent le fait que l'on n'a pas répondu convenablement aux besoins avant 2011. Nous constatons en particulier que

- le développement doit être défini comme bien plus que la croissance économique et l'accès aux services sociaux. Les politiques de développement devraient favoriser des valeurs essentielles comme l'égalité et la

justice, la transparence et la responsabilité, la durabilité, la qualité et la transférabilité ;

- il faut aborder des facteurs comme la distribution équitable de ressources, la croissance inclusive, l'emploi des jeunes et la résistance aux changements écologiques et au manque de ressources ;
- face à des situations d'urgence complexes, d'occupation, de conflit et de mise en danger de la sécurité, nous devons abandonner les plans de développement à long terme et nous préparer à fournir des réponses immédiates.

Il nous faut un nouveau paradigme

Il faudrait envisager un nouveau paradigme de l'éducation pour répondre aux besoins du monde arabe. Ce paradigme devrait tenir compte des philosophies pédagogiques et des visions de développement aux niveaux national et régional. En nous appuyant non seulement sur la nouvelle recherche neuroscientifique et son lien avec la formation du savoir, les théories et les processus de l'apprentissage, mais aussi les progrès dans le domaine de la technologie et des communications, nous pouvons développer un nouveau paradigme qui ne nécessitera pas d'être scolarisé pendant quinze ans avant de terminer ses études secondaires. Rechercher la qualité de l'éducation et développer de nouveaux programmes, renouveler la pédagogie, améliorer la position sociale des enseignants et professionnaliser les cadres de l'enseignement constitueraient des mesures dans la bonne direction. Nous devons aussi responsabiliser les enseignants et les formateurs en associant tous ces processus à leur avancement professionnel et à leurs salaires.

Dans le monde arabe, les enseignants sont confrontés à de sérieux problèmes qui affectent leurs prestations : leur formation est au mieux médiocre, leur situation sociale s'est dégradée au fil du temps et leurs récompenses financières sont faibles par rapport à celles des autres professions.

Les critères d'admission dans les établissements de formation des enseignants sont parmi les plus bas de tout le secteur de l'enseignement supérieur. La préparation des enseignants et les facultés et programmes destinés à leur formation sont trop traditionnels du point de vue des approches et méthodes. On accorde trop peu d'importance aux stages, et les enseignants chargés de la supervision ne sont pas d'un grand secours. Une fois qu'un enseignant se retrouve dans une salle de classe, il doit faire face à un grand nombre d'élèves, dispose de peu de matériel auxiliaire et ne bénéficie quasiment d'aucun suivi ni de soutien. Les enseignants sont surchargés par une quantité trop importante de tâches et de responsabilités difficiles alors qu'ils ne bénéficient que de très peu d'aide ou d'une formation véritable.

La pénurie d'enseignants dans la région ainsi que les coupes budgétaires ont conduit les ministres de l'Éducation à recruter des novices sans formation pédagogique.

Les formations continues suivent des modèles classiques désuets, dominés par la méthode du cours magistral. Il faut changer et améliorer cela.

Tout dépend par conséquent des enseignants

La professionnalisation et le renforcement du pouvoir d'agir des enseignants représentent une décision essentielle des chefs d'États arabes au sommet de Khartoum en 2007.

Un groupe de travail avait à l'époque été formé sous les auspices de la Ligue des États arabes, et de tous les principaux centres arabes de l'Éducation, avec le soutien de l'UNICEF. Un cadre directeur intitulé « Standards de prestations pour les enseignants arabes : politiques et programme » fut élaboré en 2009, et les ministères de l'Éducation de la région l'approuvèrent comme une mesure prise en vue de professionnaliser l'enseignement, ce qui représente non seulement un pas vers la qualité, la certification et l'habilitation des enseignants, mais aussi vers l'amélioration de leurs conditions de travail.

Il est étrange de voir après tous ces efforts que l'un des plus grands ministères de l'Éducation de la région a été en mesure d'habilitier plus de 500 000 enseignants en moins d'un an. Avec tous les efforts entrepris pour mettre en place des programmes de contrôle de la qualité et pour se concentrer sur la transparence, un tel comportement empêche le vrai développement du corps enseignant. Il nous ralentit et il est contre-productif quand on a fait de l'apprentissage, et non de l'enseignement, l'élément principal du nouveau paradigme pédagogique.

Conclusion

En conclusion, je crois que nous devons revoir le paradigme de l'éducation, car il a fait son temps plus de trois cents ans après avoir été conçu pour répondre aux besoins de la révolution industrielle. Les tentatives de réforme et de modification de ce paradigme n'ont qu'en partie porté leurs fruits du fait qu'elles ne servaient que des objectifs à court terme. Aujourd'hui, peu de pays dans le monde peuvent revendiquer qu'ils sont satisfaits de leurs systèmes d'enseignement. Tous les échecs et les faiblesses sont dus aux systèmes de l'éducation.

Ce début de vingt-et-unième siècle, avec tous les progrès et problèmes qu'il a apportés à l'humanité va créer un besoin toujours croissant d'éducation et de formation. Nous méritons un nouveau paradigme avec une vision et une approche susceptibles de répondre aux défis de notre époque.

Nous avons besoin des organisations de l'ONU et de leurs équivalents régionaux pour réunir un groupe d'experts – de l'envergure d'un Edgar Faure ou d'un Jacques Delors – afin de revoir le paradigme de l'éducation et d'en présenter un nouveau pour répondre aux défis auxquels nous sommes confrontés et guider nos efforts.

Recommandations et priorités pour l'après-2015

- L'éducation est un droit humain fondamental et la base de la réalisation des autres droits. Ce n'est pas juste un secteur de services fournis par le gouvernement au peuple.
- L'éducation est un des moyens les plus efficaces pour vaincre les inégalités, réduire la pauvreté et promouvoir la croissance et le développement. Elle représente un investissement vraiment gratifiant qui ouvrira la porte à la région pour lui permettre d'intégrer l'économie du savoir.
- La réalisation d'un système équitable d'apprentissage tout au long de la vie « pour tous » est un objectif éducatif primordial susceptible d'améliorer les progrès des citoyens arabes. L'approche de l'« Éducation pour tous » (Jomtien, 1990) devrait remplacer les Objectifs du millénaire pour le développement en raison de sa vision, de son étendue et de son inclusivité. L'Éducation pour tous promeut une vision de l'éducation et de l'apprentissage holistique, tout au long de la vie et incluant tout.
- Réduire et éliminer les disparités en ce qui concerne les résultats des apprenants et mettre en œuvre un suivi de la réussite scolaire.
- Corriger les disparités associées au genre, à la pauvreté, au handicap, le lieu et autres facteurs afin de promouvoir l'inclusion à tous les niveaux.
- Garantir un accès équitable à une éducation de qualité aux enfants et aux jeunes sur des territoires occupés et dans des situations de conflit et d'urgence de plus en plus souvent à l'ordre du jour dans le monde arabe.
- L'éducation de qualité doit outiller les gens du vingt-et-unième siècle avec des compétences, des connaissances et des valeurs pour obtenir un travail décent et vivre ensemble en tant que citoyens actifs – aux plans national et mondial.
- Créer des environnements d'apprentissage sûrs et habilitants – y compris des programmes adaptés et interactifs, et des matériels auxiliaires. Engager un nombre suffisant d'enseignants qualifiés et motivés, développer les technologies de l'information et de la communication (TIC), offrir une infrastructure adaptée aux apprenants, se concentrer sur la gestion scolaire ainsi que sur le suivi et développer des systèmes d'évaluation.
- Élargir l'accès au-delà du primaire pour englober tous les niveaux d'éducation (protection et éducation de base de la petite enfance et formation postbasique), toutes les formes d'éducation (formelle, non formelle et informelle) et tous les groupes d'âges, en apportant une attention toute particulière aux plus marginalisés.
- Une révision du système de l'éducation devrait reposer sur les points suivants : une vision, la responsabilité, la transparence, de meilleures données pour prendre des décisions de qualité s'appuyant sur des faits, des systèmes complets d'évaluation et de suivi avec la participation de tous les acteurs à ce processus.
- Il faut revoir les meilleures pratiques et en faire l'article. La région possède d'immenses richesses en matière de savoir et de pratiques éducatives – mal connues toutefois hors de leurs communautés locales d'origine. Les faire connaître enrichira la pratique de l'éducation.

Note

1 / Cet article s'appuie sur une présentation faite par l'auteur à l'occasion du Forum sur le développement arabe intitulé « Priorités pour l'agenda de l'après-2015 » (organisé en Jordanie, à Amman, les 10 et 11 avril 2013 sous les auspices du Groupe de développement des Nations unies, auteur du rapport intitulé « Un million de voix : le monde que nous voulons »). Il résume les activités du groupe de travail n° 4 sur l'accès à des services de base et leur qualité : l'éducation dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Les informations se basent sur des rapports et présentations de l'UNESCO et de l'office régional de l'UNICEF (2013).

Références

AHDR (2010) : Arab Human Development Report Research Paper Series. Office régional du PNUD dans les pays arabes. Disponible sur <http://bit.ly/14f57fo>

Banque mondiale (2008) : The Road not Traveled: Education Reform in the Middle East and North Africa. Disponible sur <http://bit.ly/b119Rg>

Carnegie Middle East Center (2012) : The Arab World's Education Report Card. Disponible sur <http://ceip.org/yJX7Zs>

GNUD (2013) : The Arab Development Forum: Priorities for the Post-2015 Agenda. Working Group 4: Access to and quality of basic services: Education in the MENA Region.

IEA (2011) : Association internationale pour l'évaluation du rendement scolaire. Trends in international mathematics and science study (TIMSS).

Ligue des États arabes (2010) : Guiding Frame Work of Performance Standards for Arab Teachers: Policies and Programs. Le Caire.

Mirki, B. (2010) : Population Levels, Trends and policies in the Arab Region: Challenges and Opportunities. Disponible sur <http://bit.ly/17jN8v3>

PNUD (2011) : Arab Human Development Report. Disponible sur <http://bit.ly/arGups>.

UNESCO (2012) : Jeunes et compétences : l'éducation au travail. Rapport mondial de suivi sur l'EPT. Disponible sur <http://bit.ly/mYsEGL>

UNESCO (2013) : Moving the post 2015 Development Agenda.

Yousif, A. (2009) : The State and Development of Adult Learning and Education in the Arab States. Hambourg : Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie. Disponible sur <http://bit.ly/16MRndW>

i

L'auteur

Samir Ahmad Jarrar est l'ancien président de l'Association libanaise pour l'éducation et la formation (ALEF), et membre du comité de rédaction du Mediterranean Journal of Educational Studies. Il est également membre de la Ligue des États arabes/groupe de travail de l'UNICEF sur l'amélioration de la qualité de l'éducation et l'amélioration du développement professionnel des enseignants arabes et leur accréditation. Monsieur Jarrar est président du conseil d'administration de l'Arab Resource Collective (ARC), directeur du Groupe pour le développement de l'éducation. Il a été professeur invité de nombreuses universités comme l'université George Washington, l'université de Georgetown et l'université du Koweït. Il a en outre publié des ouvrages sur l'éducation, entre autres : Education in the Arab World, Arab Education in Transition et Core Skills for Training Teachers in Jordan. Il a par ailleurs coécrit des ouvrages et publié des articles dans différentes revues.

Contact

P.O. BOX 13-5639 Chouran
Beyrouth
Liban
+9611 743090
sajarrar@hotmail.com